



## *L'État-dans-l'État du canal*

FONDÉE PAR FERDINAND DE LESSEPS, la Compagnie universelle du canal de Suez était basée à Paris. Son président et son directeur général étaient français, bien que la Grande-Bretagne en eût acquis la majorité des actions depuis longtemps.

En Égypte, sous la monarchie, la Compagnie constituait un véritable État-dans-l'État: dans les villes du canal, elle se posait en détentrice de l'autorité; elle avait sa propre ligne de communications chiffrées avec Paris; au Caire, la résidence du directeur résident, dans le quartier cossu de Garden City, était si imposante qu'elle devint par la suite la résidence du Premier ministre égyptien; et, chaque année, la visite du président, l'ambassadeur François Charles-Roux, était entourée d'un appareil presque royal. Une égyptianisation du directoire avait bien été amorcée, en 1936 puis en 1949, mais elle restait accessoire puisque c'étaient de riches pachas, amis de la Grande-Bretagne, qui y avaient été cooptés. Derrière les symboles il y avait aussi les chiffres. Jusqu'en 1936, l'Égypte avait été pratiquement exclue des bénéfices du canal. Cette année-là, et dans la foulée du traité anglo-égyptien qui reconnaissait l'indépendance complète mais formelle de l'Égypte sous réserve du maintien des forces anglaises dans la zone du canal, la Compagnie se mit d'accord avec le gouvernement égyptien pour lui verser une allocation annuelle de 300 000 livres égyptiennes. Puis, en 1949, une convention restituait au gouvernement égyptien sa qualité d'associé, dont il avait été déchu du temps du khédivé Ismaïl, en lui donnant une part de 7% sur les bénéfices bruts annuels. Une libéralité bien dérisoire: les bénéfices avoués de la Compagnie pour l'exercice 1955 s'étaient élevés à 16 milliards d'anciens francs dont 10 milliards, représentant près du tiers de son chiffre d'affaires, à distribuer entre les actionnaires, quand le gouvernement égyptien n'en recevait qu'à peine plus d'un milliard. Dans une discussion avec le ministre français des Affaires étrangères, quelques mois avant la nationalisation, Nasser le rappela: l'Égypte ne recevait que 800 000 livres sterling sur un total de 39 millions de livres par an.

Cette situation ne pouvait satisfaire éternellement le gouvernement issu de la Révolution du 23 juillet 1952. Dans un premier temps, la Compagnie n'avait été en rien affectée par le changement de régime. Certes, elle ne pouvait plus circonvenir comme devant les hommes au pouvoir en Égypte. Elle restait néanmoins un État-dans-l'État. Et, si



L'attention des Officiers libres était d'abord dirigée vers la nécessité de mettre fin à l'occupation britannique de la zone du canal, les privilèges de la Compagnie, et surtout le détournement de richesse qu'elle réalisait, ne pouvaient manquer d'être perçus comme une atteinte à la souveraineté nationale. A défaut d'y mettre un terme, le gouvernement égyptien pensait d'abord limiter l'extranéité de la Compagnie en lui faisant obligation de s'associer au moins partiellement au développement de l'Égypte. C'était le sens des négociations poursuivies en 1955 et 1956; le gouvernement souhaitait que la plus grande partie de l'argent gagné par la Compagnie fût investie par elle dans des entreprises égyptiennes. De la sorte, elle pourrait conserver ses bénéfices à charge d'en engager une partie pour les besoins du développement économique de l'Égypte. Finalement, après de longues négociations, un accord fut conclu en mai, un mois avant le départ des derniers soldats britanniques: il prévoyait que la Compagnie investirait en Égypte 3 millions de livres égyptiennes par an pendant sept ans. Mais on restait loin du fifty-fifty auquel était parvenu les pays producteurs de pétrole.

La décision de nationalisation n'était cependant pas directement liée à l'insatisfaction des Égyptiens, mais à ce qu'on appelait la «défense» du Proche-Orient. Depuis que cette «défense», initialement dirigée contre l'Union soviétique, s'était réduite au *containment* de l'Égypte, une épreuve de force se déroulait autour du financement du barrage sur le Nil. L'Égypte se proposait de construire cet ouvrage monumental pour les besoins de son développement mais n'avait pas les moyens financiers de mener seule un aussi gigantesque chantier. Elle devait s'adresser à la Banque mondiale, contrôlée par les États-Unis. La priorité donnée au développement par les Officiers libres vint donc fournir l'occasion aux Américains et aux Britanniques de renverser le cours des événements. Londres et Washington proposèrent alors à Nasser un montage financier pour le barrage d'Assouan qui liait l'aide de la Banque mondiale à une assistance correspondante des États-Unis et de la Grande-Bretagne et qui, surtout, lui imposait des conditions politiques entamant gravement la souveraineté nationale, selon le modèle éprouvé de la dette égyptienne au XIXe siècle. Le but était que Nasser ou de préférence son successeur, ne puisse plus acheter d'armes suivant son bon vouloir. Nasser ayant évidemment rejeté ces conditions, les Américains retirèrent leur offre de financement. L'annonce en fut faite brutalement le 19 juillet. La réplique vint six jours plus tard, avec le coup d'éclat d'Alexandrie.

### **Nasser par Naccache**



*RIEN NE PRÉDISPOSAIT LE FONDATEUR DE L'ORIENT, lui qui avait érigé la francophilie en art, à apprécier Nasser. Et pourtant, Georges Naccache fut à l'évidence séduit par l'homme et ne s'en cacha pas, comme on peut le voir dans cet article du 15 avril 1956 dans lequel il reproduisait des propos du président égyptien tirés de «notes personnelles prises, il y a un mois, à l'issue d'un entretien «à bâtons rompus», notamment au sujet de l'acquisition d'arme tchèques par l'Égypte.*

Un César de 6 pieds 3 pouces, ce n'est pas le gabarit ordinaire des dictateurs... Il n'y a d'ailleurs rien de césarien dans le personnage. Ce grand athlète chevelu, lucide, agile, rieur, qui est aujourd'hui le maître de l'Égypte, représente un type politique absolument nouveau. Et ce qui rassure tout d'abord, c'est son horreur des idées générales. Donnez-lui seulement des faits et des chiffres: il établit alors le parallélogramme des forces – et il voit... Ses problèmes, il les résout au fur et à mesure qu'ils se posent – et il ne le cache du reste pas: sa pensée politique lui vient en agissant. (...)

«Je ne cherche pas l'aventure. Ce que je veux, c'est faire une Égypte. Mais pour faire cette Égypte, pour mettre en oeuvre tous les moyens qui nous permettent de bâtir un État démocratique dans un Orient arabe rénové, il nous faut, d'abord, assurer nos arrières, garantir la stabilité territoriale de ce Proche-Orient contre le péril de l'expansionnisme israélien.

«On m'a accusé de violence? Ma violence, on commence à le comprendre aujourd'hui, était nécessaire: ma violence était au service de la paix.

«Vous savez où nous en étions arrivés. La phase la plus critique que nous ayons traversée se situe en juillet-août dernier. Par le jeu de la diplomatie occidentale, nous avons abouti alors à cette situation véritablement monstrueuse: un personnage, nommé Ben Gourion, établi à Tel-Aviv, se trouvait être le maître absolu des destinées du Proche-Orient. La supériorité des armements israéliens faisait de lui l'arbitre incontesté de la situation territoriale, le maître souverain de toute la diplomatie internationale dans ce secteur.

«C'est ce déséquilibre, d'abord, qu'il fallait faire cesser.

«Pour opérer chez moi, il fallait que je sois assez fort pour ôter l'idée à M. Ben Gourion de sortir de chez lui.»

**«Nous étions deux à ne pas dormir...»**

«Si je dis que je n'en ai pas fermé l'oeil pendant des nuits, on peut m'en croire. «Nous étions deux, d'ailleurs, à ne pas dormir. L'autre était un citoyen américain qui avait probablement compris qu'il ne fallait pas jouer avec le feu au bord des puits pétrolifères d'où



L'Occident extrait chaque année 160 millions de tonnes, et qui représentent 75% des réserves mondiales de carburant liquide. Cet Américain s'appelait Byroade et il est l'ambassadeur du président Eisenhower au Caire.

«Six mois ont passé... Aujourd'hui, en ce qui me concerne, j'ai retrouvé le sommeil parfaitement. Mais il est possible que M. Byroade (pour d'autres raisons du reste) continue à ne pas dormir...

(...)

«Mais j'acquis bientôt la conviction que le département d'État, en raison des servitudes électorales des partis politiques aux États-Unis, n'était pas le maître de sa politique dans le Moyen-Orient.

«Il me fallait chercher ailleurs.

«Il me fallait chercher n'importe où...»

### ***Entre la limonade et le sandwich...***

C'est au cours d'une réception donnée au Caire en l'honneur du Premier soudanais Azhari – («Je ne vais jamais à ce genre de manifestation... J'y suis allé, ce jour-là, avec une vague idée...») - que le Premier égyptien (qui n'était alors que le bikbachi) - rencontre l'ambassadeur de l'URSS entre la limonade et le sandwich, Nasser, au débotté, et comme en jouant, pose la question à M. Daniel Solod:

— Et vous?... Est-ce que vous ne nous donnerez pas des armes? L'ambassadeur soviétique regarde longuement le colonel, réfléchit, et, dans un sourire presque amusé, relève le défi:

- Je vous répondrai après-demain, dit-il. Le surlendemain (confie Nasser), quand Solod est arrivé avec tout son paquet sous le bras – la liste complète des armements, les délais de livraison, les modalités de paiement - «je dois dire que je reçus le plus grand choc de ma vie»... Trop beau pour être vrai. Trop beau, semblait-il, pour n'être pas dangereux... (...)

L'Occident colmatera maintenant comme il peut...

... S'il peut...

(15 avril 1956, L'Orient)

**Samir Kassir**



<b>Id-Reference</b>	<b>96-Pr-000818</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	L'Etat-dans-L'Etat du canal
<b>Subtitle</b>	
<b>Section</b>	
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	L'Orient-Express
<b>Page</b>	50 – 51
<b>Date</b>	No 11, Octobre 1996
<b>Author</b>	Samir Kassir (S.K.)
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Ferdinand.De.Lessips – François.Charles.Roux – Jamal.Abed.Nasser
<b>Locations</b>	Egypte – canal.suez – Paris – France – Grande.Bretagne – Caire – Russie – Etats.Unis – London – Washington - Alexandrie
<b>Dates</b>	1936 – 1949 – 23:07:1952 – 1955 – 1956 – 19:07 – 25:07
<b>Themes</b>	Egypte – Ferdinand.De.Lessips – canal.suez – compagnie.universelle.canal.suez – Garden.City – Grande.Bretagne – Forces.anglaises – Khédive.Ismail – bénéfiques.Compagnie.canal.suez – gouvernement.égyptien – Jamal.Abed.Nasser – revolution.23.juillet.1952 – occupation.britannique.Zone.Canal – négociation 1955.1956 – défense.Proche.Orient – nationalisation.canal – Union.Soviétique – développement.Egypte – Banque.Mondiale – Officies.libres – Américains – Britanniques – barrage.Assouan – dette.égyptienne – coup.éclat.Nasser.Alexandrie
<b>Subject</b>	